

culture & recherche

janvier
février
1 9 9 9
N°70

sommaire

Actualité de la recherche 2

Dossier 4
CNRS-Ministère de la culture et
de la communication: un partenariat fructueux

- L'unité mixte de recherche "Sociétés de la Protohistoire et de l'Antiquité en France méditerranéenne" *par Michel Py*
 - L'Institut d'égyptologie thébaine du Musée du Louvre *par Christiane Ziegler et Laurence Cotellet-Michel*
 - Le Laboratoire de recherche sur le patrimoine français *par Claude Mignot*
 - Le Centre de musique baroque *par Catherine Cessac*
 - Les relations entre le CNRS et le Ministère de la culture et de la communication dans le domaine de l'histoire contemporaine *par Marc-Olivier Baruch*
 - Le Laboratoire d'acoustique musicale *par Xavier Boutillon, Michèle Castellengo et Jean-Dominique Polack*
 - La recherche architecturale et urbaine *par Michel Florenzano*

Calendrier 11

A Lire 11



Culture 2000

Le Parlement européen a approuvé le 5 Novembre 1998 le projet d'accord-cadre européen sur la culture pour 2000-2004. Intitulé **Culture 2000**, ce programme met l'accent sur la défense du patrimoine, la diffusion transnationale des œuvres européennes, la promotion de la diversité culturelle et le développement socio-économique. Il soutiendra des "projets significatifs de grande envergure", pluriannuels, dans lesquels seront impliqués plus de cinq Etats membres et des projets spécifiques annuels réunissant au moins trois Etats. Sur les 250 millions d'euros du budget, 35% seront consacrés au patrimoine, 16% à la musique, 7% aux arts plastiques, 9% à la littérature, 9% à la danse et au théâtre et 4% aux autres formes d'expression artistique. Le reste (20%) sera consacré à des actions transversales. **Culture 2000** remplacera les trois programmes européens en faveur de la culture : Kaleidoscope, Ariane et Raphaël.

Le Conseil national de la science

M. Lionel Jospin a installé, le 22 Octobre 1998, le Conseil national de la science (CNS). Créé par le Comité interministériel de la recherche scientifique et technique du 15 Juillet 1998, le Conseil devra donner un avis indépendant sur la politique de recherche et notamment sur l'ouverture à l'international, au monde économique, à l'enseignement supérieur ainsi qu'aux questions de société. Il conseillera le gouvernement sur les orientations de la politique de recherche scientifique et technologique, le choix des priorités et les grands équilibres budgétaires à atteindre. Le CNS est composé d'une trentaine de personnalités issues du monde de la recherche scientifique. Un tiers d'entre elles sont des scientifiques étrangers, principalement européens. Il se réunit tous les six mois sous la présidence du ministre chargé de la recherche.

Archéologie sous les mers

A l'occasion de l'Année France-Egypte, "**Horizons Partagés**" l'exposition **Archéologie sous les mers, techniques et recherches** a été présentée du 11 Octobre au 11 Novembre 1998 à la Bibliothèque Moubarak du Caire. Réalisée par le Centre coopératif de recherche et de diffusion en anthropologie (CCRDA) de la Fondation de la Maison des sciences de l'homme en collaboration avec la Mission de la recherche et de la technologie et la sous-direction de l'archéologie (Département des recherches archéologiques sous-marines et subaquatiques) du Ministère de la culture et de la communication, cette exposition s'articule autour de quatre thèmes : découvrir, restituer, connaître, conserver. Une borne interactive présente, en mode local, le site web bilingue (anglais, français) sur l'archéologie sous-marine réalisé par la Mission de la recherche et de la technologie. Pour l'occasion une version de l'exposition en langue arabe a été réalisée. Elle a été complétée par plusieurs modules sur les fouilles archéologiques effectuées par des équipes françaises en Egypte, (Jean-Yves Empereur, Franck Goddio) dans la rade d'Alexandrie, en concertation avec les autorités égyptiennes.

Le site l'Archéologie sous les mers est consultable sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.culture.fr/culture/archeosm/archeosm.htm>

La Délégation générale à la langue française vient de publier le Rapport au Parlement sur l'application des dispositions des conventions ou traités internationaux relatives au statut de la langue française dans les institutions internationales. Ce rapport est disponible sur demande écrite à : Délégation générale à la langue française
1, rue de la Manutention 75116
et sur le site Internet de la délégation : <http://dglf.culture.fr>

Depuis 1995, la Mission de la recherche et de la technologie produit et édite des documents électroniques présentant des travaux scientifiques sur le serveur web du Ministère de la culture et de la communication.

Bénéficiant de la collaboration d'un réseau de spécialistes qui apportent leur concours à la rédaction des contenus, s'appuyant sur les moyens techniques du Département de l'organisation et des systèmes d'information du ministère, elle s'est dotée d'un "atelier multimédia de valorisation de la recherche" dont les réalisations donnent une vision renouvelée des activités scientifiques des services et de leurs partenaires.

Parmi les principales éditions : la collection «Grands sites archéologiques» destinée à un "large" public, "La route des orgues", des corpus destinés à des professionnels ("Sciences et patrimoine culturel", "Numérisation du patrimoine"), des répertoires de ressources ("Guide de l'Internet culturel") et l'extranet "Réseau de la recherche".

Dernières parutions :

"Grands sites archéologiques"

Lascaux

Visite virtuelle de la grotte, évocation des circonstances de la découverte, mise en lumière des résultats des travaux de recherche : une centaine de documents photographiques et graphiques commentés par un spécialiste du Centre national de la Préhistoire révèlent ce "sanctuaire" de la Préhistoire à travers un parcours scénarisé où l'esthétique se conjugue avec une initiation à l'art pariétal paléolithique.

Ce document, conçu en collaboration avec le Centre national de la Préhistoire, constitue le 5e volume de la collection "Grands sites archéologiques".

<http://www.culture.fr/culture/arcnat/lascaux/fr/index.html>

Traductions

Plusieurs volumes de la collection «Grands sites archéologiques» sont accessibles à des publics non francophones :

"La grotte de Vallon-Pont-d'Arc" est disponible en langues anglaise et espagnole.

"La Caune de l'Arago" (*l'Homme de Tautavel*) est disponible en langues anglaise et espagnole.

"L'Archéologie sous les mers" ainsi que "Les fouilles du site de Colletière" (*Les chevaliers-paysans de l'An Mil*) ont fait l'objet d'une traduction en anglais.

A partir de la page d'accueil du serveur du Ministère de la culture et de la communication :

<http://www.culture.fr>, choisir la rubrique "expositions virtuelles" puis "Grands sites archéologiques".

"Musées imaginaires"

La restauration du Parlement de Rennes : histoire d'une renaissance

La nuit du 4 au 5 février 1994, l'ancien palais du Parlement de Bretagne a brûlé. Sa restauration a mobilisé de nombreux partenaires publics et privés. Le dossier en ligne, élaboré avec le service informatique du Musée des Beaux-Arts de Rennes, rend compte des travaux scientifiques réalisés notamment par les services de la culture ainsi que des programmes de restauration menés jusqu'à ce jour sur le bâtiment et sur son décor (peintures...). Une visite de l'étage "noble" est proposée à l'internaute. <http://www.culture.fr/culture/pdb/>

L'Observatoire de Camille Flammarion
Conçu par les Archives départementales de l'Essonne avec le concours de la société astronomique de France, ce site évoque la vie et l'œuvre de Camille Flammarion, astronome et écrivain au XIX^e siècle. Il met en lumière la conservation d'un lieu de mémoire, l'observatoire astronomique de Juvisy.
<http://www.culture.fr/culture/flammarion/accueil/index.htm>

A partir de la page d'accueil du serveur du Ministère de la culture et de la communication :
<http://www.culture.fr>, choisir la rubrique "expositions virtuelles", "Musées imaginaires".

Initiation à l'Internet

... ou comment s'initier à l'Internet... par l'Internet. De nombreuses ressources accessibles par le réseau permettent l'autoformation à l'usage des différents services d'Internet voire à la production de pages web. Cette sélection commentée d'une trentaine de documents porte notamment sur les méthodologies de recherche d'informations sur Internet et offre des pistes pour des acteurs de projets.
http://www.culture.fr/culture/mrt/enp_98/tp_internet/navigfr.html



La Félicité publique, Noël
Coypel (1628-1707) Huile sur toile.
Parlement de Rennes
© Cl Artur/Lambart. Inv. général ADAGP

La place des langues et cultures latines sur l'Internet

L'Agence de la francophonie, l'Union latine et l'Association Réseaux et Développement (FUNREDES) ont réalisé une étude sur la présence des langues et des cultures latines sur l'Internet. Le principe méthodologique choisi consiste à procéder à la mesure, dans certains espaces, des ressources d'information de l'Internet, de la quantité de mentions de termes ou de noms de personnages, dans les langues étudiées, et d'analyser les résultats. Les comparaisons prennent comme référence la présence de la langue et de la culture des Etats-Unis. Les résultats se présentent sous forme de données quantitatives. Cette étude se situe dans la suite d'une étude menée sur le même sujet par FUNREDES en 1996.

L'étude "La place des langues et cultures latines sur l'Internet" est accessible sur le site de FUNREDES : <http://funredes.org> et sur le site de l'Union Latine : <http://www.unilat.org>

3 culture et recherche n° 70 janvier - février 1999

La vie musicale en France pendant la Seconde Guerre Mondiale

La vie culturelle des années noires a suscité depuis une quinzaine d'années des études historiques essentiellement centrées sur la littérature, les arts plastiques, le théâtre et le cinéma. Evoquée parfois de manière anecdotique, la musique est demeurée absente de ce champ de recherche. Constitué au CNRS, à l'initiative des musicologues, un groupe de recherche pluridisciplinaire sur "La vie musicale en France pendant la Seconde Guerre mondiale" s'est fixé pour but de combler cette lacune, en bénéficiant des résultats des recherches déjà entreprises dans d'autres secteurs. Mené dans le cadre d'un laboratoire de musicologie(1), "l'Institut de recherche sur le patrimoine musical en France" dont il est l'un des programmes fondateurs, il a été accueilli conjointement par un laboratoire d'histoire, "l'Institut d'histoire du temps présent".

L'organisation d'un colloque sur ce thème est l'aboutissement de quatre années de séminaires. Comme la vie artistique, pendant la seconde guerre mondiale, la vie musicale continue. On peut observer à la fois des phénomènes de continuité (fonctionnement des institutions, réformes, démocratisation de la culture) et de rupture (censure, législation d'exclusion, corporatisme) avec l'avant-guerre d'une part, avec l'après-guerre d'autre part. Il convient de déterminer les rapports entre la musique et la politique, de définir les rôles respectifs du Gouvernement de Vichy et des autorités d'occupation, en s'interrogeant sur la fonction de la musique, mode de représentation, outil de propagande ou véhicule idéologique. On étudiera également l'influence du politique sur la décentralisation, les réformes pédagogiques, la carrière des musiciens, l'esthétique de la création, la programmation des concerts, la diffusion radiophonique et la production discographique. On analysera enfin la fonction sociale de la musique, pour expliquer le développement de la pratique en amateur, la formation des mélomanes et l'élargissement du public à qui la musique fournit un moyen de diversion. En nous interrogeant sur la spécificité de cette période, notre propos sera de mesurer quelles furent les conséquences de la guerre et de l'occupation allemande sur le développement de la vie musicale. Trois axes majeurs structureront ce colloque : les politiques, les institutions, les pratiques et la diffusion de la musique, complétés par des études spécifiques sur la vie musicale dans quelques villes françaises.

Ce colloque sera illustré par deux concerts dont les programmes comprendront des œuvres composées, créées ou fréquemment jouées sous l'Occupation.

Myriam Chimènes
CNRS

Chercheur à l'Institut de recherche sur le patrimoine musical en France et chercheur associé à l'Institut d'histoire du temps présent

Ce colloque se déroulera les 26, 29 et 30 janvier 1998 au Conservatoire de Paris, à la Cité de la musique. Pour recevoir le programme détaillé, une demande écrite peut être adressée à :

Alexandra Laederich
IHTP-CNRS Bâtiment Laplace - ENS - Cachan
61, avenue du Président Wilson 94235 Cachan Cedex
Fax. 01 47 40 68 03
ihtp@ihtp-cnrs.ens-cachan.fr

(1) associant le CNRS, la Bibliothèque nationale de France, le Conservatoire national supérieur de musique de Paris, la Direction de la musique et de la danse, du théâtre et des spectacles

CNRS-MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION : UN PARTENARIAT FRUCTUEUX

Les premiers laboratoires de recherche associant des services du ministère chargé de la culture à des équipes du CNRS ont été créés dans les années 60. Depuis lors, les collaborations entre les deux partenaires se sont multipliées et fortement enrichies. Elles portent aujourd'hui sur l'archéologie, l'histoire de l'art, l'ethnologie, les méthodes d'analyse et de conservation des biens culturels, la musicologie, l'histoire, l'acoustique et l'informatique musicale, les recherches architecturales, la langue française. Un nouvel accord, signé en octobre dernier, réaffirme les objectifs communs et définit les modalités de ces collaborations. Dans ce numéro, la Mission de la recherche et de la technologie a voulu donner la parole à quelques uns des responsables d'unités ou de programmes qui contribuent à la réussite de cette confrontation permanente entre science et culture.

Jean-Pierre Dalbéra
Chef de la Mission de la recherche
et de la technologie

L'Unité mixte de recherche "Sociétés de la Protohistoire et de l'Antiquité en France méditerranéenne"

L'Unité mixte de recherche (UMR 154) de Montpellier/Lattes, associant le CNRS et le ministère chargé de la culture à travers le service régional de l'archéologie du Languedoc-Roussillon, a été créée le 1^{er} Janvier 1995 sous l'intitulé "Sociétés de la Protohistoire et de l'Antiquité en France méditerranéenne". Cette unité regroupe actuellement 103 personnes : 34 chercheurs, conservateurs, ingénieurs, techniciens et administratifs rattachés à la structure, 14 doctorants ou post-doctorants, 47 chercheurs associés relevant d'institutions diverses (CNRS, Culture, Université, Education nationale, AFAN, collectivités territoriales, associations ou autres) et 8 chercheurs étrangers. Quatre ans après sa création, au moment où cette équipe mixte de recherche vient à renouvellement, un bilan peut être tiré, valorisant les apports à la recherche induits par l'association des deux institutions fondatrices.

Les bénéfices collectifs sont patents : héritière d'une longue tradition régionale de collaborations effectives, l'UMR, par sa structure même, a permis de formaliser ces relations, à travers une programmation répartie en 6 axes et 23 thèmes de recherche. Cette programmation, encadrant les investissements personnels qui restent bien entendu l'essentiel, a eu dans plusieurs domaines un effet d'incitation important, d'autant que les thèmes présentaient un aspect transversal (environnement, occupation du sol, habitat, pratiques funéraires, économie, structures sociales, mais aussi techniques et méthodes de l'archéologie) et constituaient de fait autant de lieux de rencontre, d'échanges et de discussion entre des partenaires d'origine diverse.

La pratique a montré l'intérêt de cet enrichissement mutuel, mais aussi parfois la difficulté du dialogue. Intéressante en ce sens a été l'émergence de thèmes récurrents de confrontation, par exemple sur les rapports entre hommes et milieux, archéologie et histoire,

mais aussi, d'une façon plus originale et liée à la spécificité des partenaires, entre recherche et conservation du patrimoine, approches thématiques et fouilles d'urgence, etc. Le dialogue a été aussi particulièrement positif à l'occasion des séminaires de recherche organisés par l'UMR, où les personnels du Ministère de la culture et de la communication se sont régulièrement investis, et où ont été souvent invités des chercheurs étrangers.

L'apport du Ministère de la culture et de la communication, aux côtés du CNRS, a été également déterminant dans le domaine de la publication scientifique, débouché essentiel de la recherche, en permettant l'élaboration d'une politique cohérente d'édition : aide à la publication d'articles et d'ouvrages, notamment à travers les programmes collectifs de recherche, et participation significative au financement de plusieurs revues et séries inter-régionales d'archéologie concernant la Protohistoire, l'Antiquité et le Moyen-Age. Enfin, l'un des aspects les plus positifs de

sances archéologiques régionales. Ce rôle ne pourra néanmoins se renforcer dans l'avenir qu'à travers une meilleure prise en compte de la mission de recherche de ces personnels, qui apparaît actuellement limitée par l'importance des tâches administratives et le manque de disponibilité qui en résulte.

Michel Py
Directeur de recherche au CNRS
Directeur de l'UMR 154

Centre de documentation
archéologique régional
390 avenue de Perols
34970 Lattes

L'Institut d'Égyptologie Thébaine du Musée du Louvre

L'Institut d'égyptologie thébaine (INET, URA 1084) est né en 1967 à l'initiative de Christiane Desroches-Noblecourt, alors conservateur au Musée du Louvre, à la suite de travaux de recherche menés conjointement avec le CNRS sur les temples, les tombes et le mobilier funéraire de l'ancienne Égypte.

Aujourd'hui dirigée par Christiane Ziegler, conservateur général, chargée du département des Antiquités égyptiennes, l'équipe pluridisciplinaire de l'INET regroupe des chercheurs du CNRS (égyptologues, archéologues, architectes, céramologues, épigraphistes, géophysicien, photographe...), des conservateurs égyptologues et coptes ainsi que d'autres personnels du musée (ingénieurs d'études, documentalistes, restaurateur, informaticien, personnel administratif...). Cette équipe étudie l'histoire et la civilisation des anciens Égyptiens à Thèbes ouest, du Nouvel Empire à l'époque copte.

Depuis plusieurs années l'INET travaille sur trois sites classés au patrimoine mondial par l'Unesco. Le "Conseil suprême des Antiquités de l'Égypte" a confié à cette unité l'étude de la Vallée des Reines qui regroupe une centaine de tombes des 16^e -12^e siècles av. JC., du Ramessesum, véritable mémorial édifié à la gloire de Ramsès II et de la tombe de ce même roi. L'INET est la seule mission française opérant à Thèbes ouest, région où sont représentés la plupart des pays.

Le soutien financier de la Mission de la recherche et de la technologie du Ministère de la culture et de la communication, le mécénat Elf, ainsi que l'aide du Laboratoire central des Ponts et Chaussées, du Centre régional d'étude et de traitement des oeuvres d'art d'Avignon (CRETOA), et autrefois du Ministère des Affaires Étrangères, ont permis à cette unité de réaliser un travail important tant sur le terrain qu'en France en bénéficiant des qualités professionnelles de son personnel et des techniques traditionnelles et modernes mises à sa disposition. L'INET-LOUVRE reçoit depuis 1995 une subvention au titre du Budget civil de recherche et de développement (BCRD) du Ministère de la culture et de la communication, destinée aux recherches conduites par l'unité.

L'histoire et l'archéologie des sites thébains est particulièrement étudiée par Christian Leblanc, chargé de recherche au CNRS, qui dirige les différents chantiers engagés sur place. Ses équipes regroupent du personnel CNRS mais également des conservateurs épigraphistes et une restauratrice du Louvre. L'étude des collections d'origine thébaine conservées au Louvre est dirigée par Christiane Ziegler. Les méthodes quantitatives en archéologie sont étudiées par A. Guillaume, géophysicien du CNRS. Enfin les textes hiératiques et démotiques sont étudiés et



Vue aérienne des fouilles récentes menées dans la ville de Lattara (Ive-le s. avant notre ère) par une équipe du CNRS et du Ministère de la culture et de la communication.
Photo L. Darnelet

l'association CNRS-Culture a été le développement à Lattes d'un grand centre de recherche désormais cogéré par les deux institutions. A partir d'une vocation primitive de documentation régionale, ce centre a pu évoluer vers une structure de recherche internationale, grâce au renforcement de ses outils documentaires (bases de données, bibliothèque), de son équipement scientifique, de ses capacités d'accueil pour les étudiants et chercheurs français et étrangers, de son rôle enfin dans la formation à la recherche (ateliers pour les étudiants, chantier-école international d'archéologie et organisation de cycles de conférences). Le Centre archéologique de Lattes doit être prochainement agrandi et modernisé, dans le cadre d'un contrat de plan État-Région, où le Ministère de la culture et de la communication est le premier intervenant en terme d'investissement, pour devenir l'un des points forts de la recherche archéologique méditerranéenne.

L'intégration des personnels du Ministère de la culture et de la communication à une équipe pluri-institutionnelle a donc eu depuis quatre ans un rôle moteur dans la progression des recherches et des connais-

publiés par les épigraphistes du CNRS. L'étude des textes de la tombe de Ramsès II est menée par un conservateur du Louvre.

Le travail sur le terrain dure environ quatre mois. Certaines tombes de la Vallée des Reines ont été explorées et étudiées de même que la matériel qu'elles renfermaient. A ce jour, cinq campagnes de fouilles ont été menées dans la tombe de Ramsès II. Elles ont permis le dégagement partiel du puits, de l'antichambre, de la salle du sarcophage et de ses annexes latérales. Près de 400 fragments du sarcophage ont été retrouvés dans les déblais. Le Ramesseum a fait l'objet de relevés photographiques et épigraphiques. Un levé topographique ainsi qu'un relevé photogrammétrique du premier pylône ont été réalisés. Une exploration systématique du temple et de ses annexes (fouilles, relevés et étude des structures) ainsi que des travaux de restauration et d'aménagement du site sont en cours. Le colosse de Ramsès II et de Touy fait également l'objet d'études particulières. Le palais royal du temple a été dégagé de même que des structures annexes. Enfin des sondages en périphérie du temple ont permis de repérer des édifices intéressants, en particulier un monument du règne d'Aménophis IV.

Les membres de l'équipe de l'INET, une fois en France, se doivent d'étudier le mobilier découvert en fouille ainsi que les édifices dégagés, de mettre au propre leurs dessins, de rédiger des rapports... Ils ont accès aux collections du Louvre, riches en objets et en textes d'époque ramesside qui leur permettent de compléter

Pour mettre en valeur le travail effectué sur le terrain et sur les collections d'époque ramesside du musée, le Louvre organise une petite exposition intitulée *Les monuments d'éternité de Ramsès II, nouvelles fouilles thébaines*, qui ouvrira ses portes du 10 février au 10 Mai 1999. Elle portera sur les recherches effectuées dans le temple du Ramesseum ainsi que sur les fouilles entreprises dans la tombe de Ramsès II. Des textes explicatifs présenteront les résultats de ces travaux tandis que des objets ramessides des collections du Louvre illustreront cette période. A cette occasion, la Mission de la recherche et de la technologie réalisera un site web d'information sur ces programmes de recherche.

nord viennent enrichir le corpus et permettent désormais une très précieuse étude statistique. Des sépultures du Moyen Empire apparaissent à la périphérie du temple, livrant une période très ancienne de l'histoire du site. Enfin, début Décembre, les restaurateurs ont cédé la place aux fouilleurs et aux épigraphistes dans la tombe de Ramsès II.

Les perspectives qui s'ouvrent sont particulièrement exaltantes, dans le cadre de ce partenariat ancien et toujours plus dynamique.

Christiane Ziegler
Directrice de l'URA 1064 du CNRS
Conservateur général
Chargée du Département des Antiquités égyptiennes

Laurence Cotellet-Michel
Docteur en Egyptologie
Vacataire à l'INET

Musée du Louvre
Département des Antiquités égyptiennes
34, 36 Quai du Louvre 75058 Paris

Le Laboratoire de recherche sur le patrimoine français

L'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France a été fondé en 1964 sous l'égide d'André Malraux avec l'ambition de recenser, d'étudier et de faire connaître l'ensemble du patrimoine français, du ciboire à la cathédrale, de la maison paysanne au château.

L'ambitieuse impulsion initiale trouva vite ses limites. Limites externes : près de vingt ans séparent la mise en place des premières équipes (Bretagne, Poitou-Charentes) de la dernière (Picardie, 1982) et aujourd'hui encore certaines commissions régionales ont un nombre de chercheurs qui semble inférieur à la masse critique nécessaire. Limites internes aussi : l'histoire de l'institution a été constamment tendue entre la tentative d'un simple recensement, où les dénombrements quantitatifs seraient la mesure de la bonne marche de l'appareil, et le désir d'une recherche fondamentale, où l'Inventaire apparaîtrait comme le moteur d'une nouvelle approche du patrimoine, modernisant la notion d'histoire de l'art (voir le numéro spécial de la *Revue de l'art*, n°65, pour le vingtième anniversaire de l'Inventaire). Cette crise méthodologique, chronique et finalement féconde, trouva son expression institutionnelle : créé comme laboratoire propre du CNRS, l'Inventaire devint une sous-direction du ministère chargé de la culture. Il assura ainsi sa pérennisation et son développement, en personnels et en crédits, en parallèle avec les directions des Archives ou des Musées de France, avec le risque inverse de voir triompher une approche administrative et comptable.



Ramesseum
©C. Bridonneau, 1989

leurs diverses études. Ils peuvent consulter les bases de données qui répertorient les collections du département et qui offrent des fiches détaillées de chaque objet. La bibliothèque particulièrement bien fournie en ouvrages égyptologiques leur offre également un outil de travail de qualité. En outre, la documentation photographique du Louvre, son réseau informatique et la salle de dessin sont mis à leur disposition.

La campagne en cours a déjà donné lieu à de très importantes découvertes. Il y a quelques semaines, les vestiges merveilleusement intacts de fours et d'aliments ont permis d'identifier une partie du complexe économique : il s'agit des cuisines gigantesques du Ramesseum, les seules connues à ce jour. Plusieurs centaines "d'étiquettes de jarres à vin" trouvées dans le secteur

En 1986, la création du "Laboratoire de recherche sur le patrimoine français", associant dans une unité mixte de recherche (UMR 22), le CNRS et la Direction du patrimoine est venue signifier le maintien d'une ambition de recherches fondamentales au sein de l'Inventaire et le souhait de renforcer le partenariat avec le CNRS. Si l'UMR 22 a vocation à coordonner les recherches fondamentales conduites au sein de l'Inventaire, celles-ci débordent naturellement le cadre du laboratoire, comme le manifestent par exemple les volumes publiés sur la ville de Montpellier ou sur la ville de Blois.

A côté des vingt deux services régionaux de l'Inventaire, l'UMR 22 peut apparaître, en quelque sorte, comme "la vingt troisième unité", travaillant sur des programmes thématiques, interrégionaux ou nationaux, spécifiques.

Le laboratoire est ainsi engagé dans quatre corpus qui supposent des connaissances spécialisées :

- recensement des vitraux anciens de la France (un des axes du programme international *Corpus vitrearum*) en partenariat avec un autre laboratoire du CNRS, l'URA 1012, pour la publication
- corpus des émaux méridionaux (qui pourrait se constituer en *Corpus smaltorum*, selon le vœu, encore répété avant sa disparition, par Marie-Madeleine Gautier, directeur de recherche honoraire au CNRS)
- dictionnaire des poinçons français (héritier de l'entreprise créée par Pierre Verlet au sein du CNRS)
- depuis 1997, un quatrième programme a été engagé pour rassembler et étudier au sein de l'UMR 22 les enquêtes de l'Inventaire concernant les peintures murales.

Il assure, d'autre part, une confrontation entre les données et les analyses rassemblées de région à région :
 - sur l'habitat de la petite noblesse (*Le Manoir de Bretagne*, 1350-1600)
 - sur le tissu urbain, sous la direction de François Loyer, directeur de recherche au CNRS, récemment rattaché à l'UMR 22

Il s'engage enfin sur des objets patrimoniaux plus neufs, dont l'approche méthodologique reste à établir ou à préciser, et dont le champ de référence n'est pas cantonal, ni même régional, mais national :
 - villes de villégiature balnéaire du XIX^e siècle, dont il a contribué à faire



La mort à cheval, 1502, Albrecht Dürer. Projet de vitrail Collection Niedersächsisches Landesmuseum, Hanovre

émerger l'importance comme objet patrimonial
 - patrimoine industriel : métallurgie et plus récemment matériaux de construction, en partenariat avec Denis Woronoff et son équipe de recherche (Université de Paris I / CNRS)

Avec la prise de conscience que l'inventaire du patrimoine monumental de la France ne saurait être achevé rapidement (ni en vingt, ni en trente ni même en cinquante ans), le lien entre recensement et recherche a changé : la tension est devenue noeud. L'inventaire cantonal, fin et méthodique, qui fait la spécificité de l'Inventaire général, doit fonctionner comme échantillon exemplaire ou comme carottage archéologique. La recherche doit donc interpréter ces résultats partiels pour les mettre en perspective. Inversement, dans certains domaines, dont le champ de référence ne peut être local, il faut sortir du cadre cantonal pour pouvoir interpréter ce que retient le tamis de l'inventaire. Le partenariat entre l'Inventaire général et le CNRS est à cet égard un engagement et une promesse.

Claude Mignot
 Directeur
 de l'UMR 22 (CNRS / Direction de l'architecture et du patrimoine)

Hôtel de Vigny
 Sous-direction chargée
 de l'Inventaire général
 10 rue du Parc Royal
 75003 Paris

Le Centre de musique baroque de Versailles

Dossier

Le 6 octobre 1998 a été signé un nouvel accord entre le Ministère de la culture et de la communication et le CNRS (voir *Culture & Recherche n° 69*) resserrant les liens entre les deux institutions. Le Centre de musique baroque de Versailles (CMBV), organisme associé à l'établissement public du Musée et du Domaine national de Versailles, se situe au cœur de cette importante collaboration.

Fondé en 1987 à l'initiative du ministère chargé de la culture, le CMBV s'est doté en 1989 d'un Atelier d'études, dirigé par Jean Duron, qui se consacre à la recherche sur la musique baroque française des XVII^e et XVIII^e siècles. Jeune équipe du CNRS depuis 1991, l'Atelier d'études est devenu l'année suivante Unité de Recherche Associée (URA 1516). Chaque année se réunit un conseil scientifique constitué de chercheurs, de musiciens français et étrangers et des représentants des deux organismes de tutelle.

Au sein d'une activité générale sur la musique baroque française, l'équipe de l'Atelier s'est fixée actuellement cinq axes prioritaires : l'air de cour, la messe, le petit motet, la musique instrumentale en France de la fin du XVIII^e siècle, l'art du compositeur au XVII^e siècle. L'outil de travail attaché à ces chantiers est la base de données informatiques Philidor dans laquelle sont répertoriées les sources musicales et littéraires (poésies françaises et latines, traités). Le travail s'étend de l'inventaire des œuvres, à leur étude, à leur analyse et à leur signification. Ainsi s'est constitué un *thesaurus* considérable permettant de travailler à partir d'éléments fiables et diversifiés qui touchent aux compositeurs, poètes, théoriciens, genres, effectifs, dates, lieux, temps liturgiques, etc. Ouvert sur l'extérieur, lieu permanent et vivant de rencontres et d'échanges, l'Atelier accueille des étudiants de plusieurs universités (en musicologie, mais aussi en histoire ou en lettres), des chercheurs français et étrangers qui participent activement aux thèmes de recherche, tout en ayant de larges champs d'information à leur disposition. Les musiciens trouvent également dans ces travaux de fond de quoi nourrir leur répertoire et leur interprétation. En effet, le CMBV développe avec grand succès une politique globale qui implique de manière fortement interactive, dans un mouvement de récréation historique et musicale, la recherche, l'édition (partitions critiques et pratiques,

catalogues d'auteur et de genre -informatique et papier-, livres), la pédagogie, la production et la diffusion de concerts et de disques. Son action s'étend encore à des opérations patrimoniales avec les régions (Bretagne, Lorraine, Limousin...) et à des collaborations suivies avec des pays étrangers (Italie, Espagne, Angleterre..).

Provenant pour moitié du Ministère de la culture et de la communication (Direction de la musique et de la danse, du théâtre et des spectacles, Mission de la recherche et de la technologie), le budget de fonctionnement de l'Atelier d'études est essentiellement affecté aux salaires du personnel, ce qui laisse relativement peu de moyens pour les activités proprement dites (*Bulletin* annuel, colloques, etc). Or, ces dernières années, le CNRS a développé d'une manière déterminante son aide à l'activité de recherche du CMBV avec le recrutement de deux chercheurs (Catherine Cessac en 1997, Hervé Audéon en 1998), un détachement (Isabelle His en 1998) et la mise à disposition de chercheurs associés étrangers ("postes rouges") : John D. Eby, Université de Lennoxville, Canada, en 1994-1995, Albert La France, Université d'Edmonton, Canada, en 1995-1996, Greer Garden, Université de Wellington, Nouvelle-Zélande, en 1998. En outre, le CNRS a contribué au financement du récent colloque "L'identité des Nations" organisé en juin 1998 à Royaumont et à Versailles.

Si le Ministère de la culture et de la communication maintient fidèlement depuis plus de dix ans son action en direction du CMBV, le CNRS en accentuant la sienne assure à la recherche fondamentale du

Les relations entre le CNRS et le Ministère de la culture et de la communication dans le domaine de l'histoire contemporaine

Ce n'est que récemment, au printemps 1997, que se sont mis concrètement en oeuvre les échanges entre le CNRS et le Ministère de la culture et de la communication dans le domaine de l'histoire. En 1998, un agent du ministère a été affecté au sein d'une unité propre du CNRS spécialisée en histoire contemporaine, l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), installé sur le campus de l'Ecole normale supérieure de Cachan.

La convention signée à cette occasion entre le CNRS et deux directions du ministère, la Direction de l'administration générale et la Direction des archives de France, a prévu l'organisation d'un séminaire de recherche en histoire administrative. Il est en effet apparu paradoxal, alors que l'on connaît l'importance de la place tenue par l'Etat dans notre pays, que l'histoire contemporaine se soit longtemps désintéressée d'un secteur qu'histoire médiévale et histoire moderne investissaient largement. Pour ne prendre qu'un exemple, le fonctionnement de la moindre intendance sous Louis XIV est mieux connu que celui, au cours du vingtième siècle, de la préfecture qui est sa lointaine héritière. Il en va de même de bien des secteurs de l'appareil d'Etat : ce n'est que depuis quelques années que, grâce notamment aux efforts du comité d'histoire compétent, on commence à apprécier à sa pleine valeur le rôle joué dans l'histoire du pays par un partenaire ô combien incontournable des administrations "dépendantes", la direction du budget, apparue en 1919.

Comme l'ensemble des domaines historiques, l'histoire administrative offre la mise en perspective susceptible d'apporter à l'action, ici de l'Etat, l'épaisseur chronologique qui lui fait souvent défaut : que l'on pense par exemple à la réforme de l'Etat, dont la mise en œuvre aurait pu tirer profit de l'analyse des tentatives menées en la matière, avec des succès variés, depuis le début du siècle. Mais ce retour sur soi peut aussi permettre une réflexion sur les finalités de l'action de l'Etat, notamment lorsqu'il conduit à aborder, sans myopie mais aussi sans masochisme, le fonctionnement de l'appareil d'Etat dans les périodes les plus difficiles du siècle : on pense évidemment à l'Occupation, désormais assez bien connue grâce à l'ouverture des archives, et peut-être demain à la guerre d'Algérie, qui reste à étudier.

Si de telles interrogations concernent l'ensemble des fonctionnaires, il est clair qu'au sein du Ministère de la culture et de la communication c'est la Direction des archives de France qui occupe une place stratégique pour contribuer à y apporter des éléments de réponse. D'abord parce qu'elle est gardienne du temple, et qu'on ne saurait valablement écrire l'histoire — et tout particulièrement l'histoire de ce producteur de papier par excellence que fut, qu'est et que restera vraisemblablement longtemps l'Etat — sans accès aux sources. Mais aussi parce que le dialogue doit, à tous les niveaux, se poursuivre et s'intensifier entre archivistes et historiens (ce dernier terme s'entendant hors de toute acception



© Photo Guy Vivien pour le Centre de musique baroque de Versailles

laboratoire de l'URA 1516 une assise financière et scientifique de premier plan. Considéré aujourd'hui comme l'un des plus importants lieux de recherche et de valorisation du patrimoine musical français, le Centre de musique baroque de Versailles tient par là-même son identité et sa force. La synergie actuellement à l'œuvre entre le Ministère de la culture et de la communication et le CNRS concourra à ce qu'il reste ce foyer de musique vivante.

Catherine Cessac
CNRS/ Centre de Musique Baroque de Versailles

Hôtel des Menus Plaisirs
22 avenue de Paris
78000 Versailles

corporatiste) afin que besoins, questionnements et modes de travail réciproques soient mieux compris et qu'il y soit, dans toute la mesure du possible, toujours mieux répondu.

C'est pourquoi le séminaire d'histoire administrative, objet de la convention passée entre le ministère et le CNRS, a été largement ouvert à celles et ceux des archivistes intéressés par l'évolution de l'Etat au vingtième siècle, et qu'il s'est à plusieurs reprises consacré à des sujets d'ordre archivistique : l'une de ses premières séances, à l'automne 1997, a porté sur la relation entre production, conservation et accès aux archives ; une autre, au printemps 1999, se penchera sur la question des instruments de recherche. Au-delà des échanges d'ordre scientifique qu'il permet, ce séminaire est aussi un lieu de rencontres où se croisent à la fois étudiants et chercheurs, français et étrangers, relevant des diverses disciplines qui se posent la question de l'Etat (histoire, sociologie, droit, science politique, philosophie politique), mais aussi praticiens et acteurs, ces derniers souvent membres des comités d'histoire mis en place, depuis une vingtaine d'années, par différentes administrations.

Elargissant ainsi son action scientifique au-delà des secteurs auxquels il est depuis longtemps associé (qu'on pense aux questions liées à la conservation et à la restauration des œuvres patrimoniales, à l'archéologie ou à la recherche musicologique), le Ministère de la culture et de la communication poursuit sa politique de collaboration avec le domaine des sciences sociales du CNRS, en participant au développement de travaux scientifiques en histoire de l'Etat, discipline appelée à connaître, au cours des années à venir, un profond renouvellement.

Marc-Olivier Baruch

IHTP
ENS de Cachan
Bâtiment Laplace
61 avenue du Président Wilson
94235 Cachan Cedex

Le Laboratoire d'acoustique musicale

Le Laboratoire d'acoustique musicale (LAM) a été créé en 1993 comme unité mixte associant le CNRS (Département des sciences de l'ingénieur), l'Université Paris 6 (UFR de Mécanique), et le Ministère chargé de la culture (Direction chargée de la musique). Cette triple tutelle est bien représentative de nos activités de recherche et d'enseignement dans un domaine à la fois scientifique et artistique. En pérennisant et en systématisant des liens plus anciens entre notre laboratoire et le ministère, liens qui prenaient la forme de soutiens "au projet", ce statut a permis de programmer les actions de recherche sur une plus longue période (4 ans), celle du contrat d'association entre les trois institutions.

La physique des instruments de musique, les études sur la perception des sons musicaux (relevant des sciences cognitives), l'acoustique des salles de concert, le développement de techniques pour la synthèse sonore et la fabrication d'instruments de

musique sont les principaux domaines de l'acoustique musicale où œuvre le LAM. Les recherches qui y sont menées ont pour certaines un caractère fondamental ou prospectif, pour d'autres un caractère appliqué, pour d'autres encore un caractère patrimonial. Parmi les études liées au patrimoine culturel français, on peut mentionner le relevé complet et la caractérisation du timbre de plusieurs orgues historiques avant et après leur restauration parmi lesquels on peut citer les instruments de St Maximin la Sainte-Baume, ceux de la cathédrale de Poitiers et de l'abbatiale d'Ebersmunster. Des travaux ont porté également sur l'enregistrement et la caractérisation modale de toutes les cloches du carillon historique de Perpignan au moment de sa restauration. Une autre recherche de longue haleine s'attache à caractériser les témoignages sonores de grottes datant du paléolithique supérieur, tant pour les instruments (flûtes, lithophones, sifflets) que pour les particularités acoustiques des galeries. Ces études ont été menées en interaction avec d'autres chercheurs, facteurs d'instruments, psychologues, experts du ministère, etc. Parmi les recherches à caractère appliqué, on peut citer le développement par le LAM de techniques de fabrication d'instruments à cordes où le bois est remplacé par des structures composites de mousse et fibre de carbone, développement mené avec le concours actif du ministère et en collaboration avec plusieurs luthiers. Enfin le laboratoire a répondu à plusieurs demandes de la Direction de la musique pour donner un avis sur l'emplacement optimal de futurs orgues.

Depuis 1996, le LAM accueille un ingénieur du Ministère de la culture et de la communication (Bibliothèque nationale de France) chargé des études sur la conservation des supports de



© CNRS-METIS
Photo Marie-Paule Negre

l'information sonore et audiovisuelle (disques, bandes, CD-audio, cédéroms, DVD, etc.). Les questions ayant trait à l'évaluation qualitative des documents font appel aux méthodes de recherche et aux compétences que nous développons par ailleurs pour l'estimation de qualité des instruments de musique ou encore celle des bruits de notre environnement.

Le développement du Laboratoire d'acoustique musicale, dont l'équipe est constituée de personnels relevant des trois institutions, témoigne qu'une synergie peut se développer entre ingénieurs, enseignants-chercheurs et artistes, au delà des différences de langage, de mode de pensée, et d'organisation qu'on rencontre habituellement dans ces différents milieux.

L'association d'organismes de tutelle très différents n'est donc pas seulement une addition des ressources. Elle garantit qu'aucun aspect n'est négligé et facilite les échanges entre le milieu culturel et le milieu scientifique. Un problème d'origine musicale comme la caractérisation du son de l'orgue peut se révéler, à l'étude, porteur d'une interrogation scientifique fondamentale, renouvelant par là les méthodes du laboratoire (psychologie cognitive) avec

des retombées ultérieures pour l'enseignement de l'acoustique (qualité acoustique). L'implication du Ministère de la culture et de la communication dans le soutien de notre unité qui oriente naturellement l'activité du laboratoire vers les préoccupations concrètes du monde artistique, joue un rôle très positif lors des nombreux et fréquents contacts que nous développons avec les partenaires de l'action culturelle, et nous situe d'emblée comme des interlocuteurs qualifiés dont la spécificité acoustique peut alors être reconnue. Elle donne aux membres de notre laboratoire, impliqués dans des instances internationales, une assise à laquelle nos collègues étrangers sont fortement sensibles.

Xavier Boutillon,
Michèle Castellengo,
Jean-Dominique Polack

Université Paris 6
11 rue de Lourmel 75015 Paris

La recherche architecturale et urbaine

En juillet 1992, le ministère chargé de la culture et le CNRS ont décidé de formaliser leur collaboration dans le domaine scientifique par la signature d'un accord cadre. A cette époque, l'enseignement de l'architecture et la recherche architecturale étaient sous la tutelle du ministère chargé de l'équipement au sein de la Direction de l'architecture et de l'urbanisme.

Le débat épistémologique, toujours d'actualité, sur le statut de l'architecture en tant que discipline ou pratique et objet de connaissances conduisait la communauté à une position consensuelle sur le caractère pluridisciplinaire du savoir architectural. Les acteurs de ce débat, en même temps qu'ils s'efforçaient d'institutionnaliser la recherche au sein des écoles et de la Direction de l'architecture et de l'urbanisme, se sont naturellement tournés vers le CNRS pour faire évaluer leurs travaux. Dès le milieu des années 80, un petit nombre d'équipes retenait l'attention du CNRS et obtenait le statut d'unité de recherche associée (URA). Le potentiel ainsi constitué s'est progressivement renforcé pour atteindre en 1995 environ 80 personnes (enseignants, chercheurs et ITA) regroupées dans 6 URA encadrant plusieurs dizaines d'étudiants en doctorat. Certaines de ces équipes entretenaient des collaborations suivies avec le Ministère de la culture dans le cadre de conventions pluriannuelles sous l'égide de la Mission de la recherche et de la technologie. Il faut noter que pendant la même période le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, s'appuyant sur l'avis du Comité consultatif de la recherche architecturale liée à l'enseignement, donnait le label de "formation de recherche habilitée" sur programme pluriannuel à une trentaine d'équipes des Ecoles d'architecture.

C'est donc avec un potentiel de recherche certes modeste et encore fragile mais organisé et porteur d'une histoire que la communauté des Ecoles d'architecture rejoint à la fin de l'année 1995 le Ministère de la culture. Ce retour aux "sources" est apprécié positivement par les acteurs de la recherche. En effet, la présence d'une Mission de la recherche et de la technologie à l'initiative de rapports organisés avec le CNRS a constitué un facteur important de confiance. Ces dernières années, la création d'unités mixtes de recherche (UMR), donc de structures plus "robustes", a été encouragée tant par la Direction de l'architecture et la Mission de la recherche et de la technologie du Ministère de la culture et de la communication que par le Département "sciences de l'homme et de la société" du CNRS, politique que le nouvel accord cadre vient de consolider (1). Quatre UMR ont ainsi vu le jour, entérinant parfois des collaborations anciennes entre des équipes des Ecoles d'architecture et de l'université ou renforçant et structurant des pôles thématiques dans le but d'atteindre les masses critiques, dans certains cas indispensables. Simultanément le potentiel humain de ces UMR est en forte croissance du fait du rapprochement avec des équipes universitaires ou de l'arrivée au CNRS de nouvelles équipes des Ecoles d'architecture. On compte aujourd'hui environ 180 personnes (enseignants, chercheurs et ITA) et plus de 70 doctorants engagés dans ces unités.

L'UMR 7544 : "Laboratoire des organisations urbaines, espace, sociétés, temporalité" (LOUEST) dont les thèmes de recherche portent sur :

- Changement social et espace urbain
- Evolution du système productif et socialisation urbaine des techniques
- Adaptations des citadins à l'environnement urbain
- Redistribution des légitimités de l'architecture et de l'urbain, recomposition des savoirs de la conception
- Internationalisation et sociétés locales

L'UMR 7543 : "Architecture, urbanisme et société : territoire en mutation

dont les thèmes de recherche portent sur :

- Formes architecturales et urbaines
- Savoirs et pratiques en architecture et urbanisme
- Villes et mondialisation : territoires et politiques

- Pratiques sociales urbaines : espace public, mobilité, urbanité
- Habitat, modes de vie urbains et architectures domestiques
- Environnement et services urbains

L'UMR 694 : "Modèles et simulations pour l'architecture, l'urbanisme et le paysage" (MAP)

dont les thèmes de recherche portent sur :

- Outils numériques et patrimoine architectural
- Paysage comme totalité construite
- Processus de production de bâtiments

L'UMR 1563 : "Ambiances architecturales et urbaines"

dont les thèmes de recherche portent sur :

- Ambiances et projet : théories et méthodes
- Instrumentation des phénomènes physiques relatifs aux ambiances
- Mise en œuvre des simulations pour la typologie des tissus urbains et la caractérisation d'œuvres de référence
- Intégration projectuelle des facteurs d'ambiance
- Perception ordinaire en milieu urbain
- Représentations sociales et culturelles de l'environnement urbain et du paysage
- Problématique des ambiances pour la conception architecturale

Les orientations préconisées par cet accord, développements des UMR et participation croisée des partenaires aux instances de concertation et d'évaluation respectives, sont de nature à favoriser le développement d'un potentiel de recherche fort dans nos Ecoles, garant du caractère supérieur de l'enseignement de l'architecture (rayonnement scientifique et culturel, formations doctorales...). Atteindre cet objectif suppose également que les moyens humains et matériels soient à la hauteur des ambitions affichées.

(1) voir Culture et Recherche n°67

Michel Florenzano

UMR 694 MAP
Ecole d'architecture de Marseille
184 avenue de Luminy
13288 Marseille Cedex 09

Colloques

Imagina 99**Festival européen de l'image numérique**

18-20 Janvier 1999, Monaco

20-22 Janvier 1999, Paris

La Mission de la recherche et de la technologie organise avec l'Institut national de l'audiovisuel, le 19 janvier 1999, une table-ronde sur le thème : **Son et image : horizons interactifs**

Renseignements :

Imagina

BP 300 MC 98006 Monaco Cedex

Tél : 377 93 15 93 94

Fax : 377 93 15 93 95

Façadisme et identité urbaine

28-30 Janvier 1999, Paris

Renseignements :

Gwenaëlle Bourdin

Secrétariat d'ICOMOS

International

49-51 rue de la Fédération

75015 Paris

Tél : 01 45 67 67 70

Fax : 01 45 66 06 22

Mél : icomos@cicrp.jussieu.fr

Seuils : les littératures africaines anglophones**Colloque international**

4-6 Février 1999, Toulouse

Renseignements :

Pierre Fraixanet

Centre de promotion de la

recherche scientifique

Université de Toulouse-Le Mirail

5 Allée Antonio Machado

31058 Toulouse Cedex 1

Tél : 05 61 50 44 68

Fax : 05 61 50 37 14

Mél : fraixene@univ-tlse2.fr

Le multimédia et l'apprentissage du français langue étrangère et/ou seconde**langue : de l'expérimentation à la réalité dans l'espace francophone**

25-26 Mars 1999, Toulouse

Renseignements :

Nicole Koulayan

Département des sciences du

langage de l'Université de

Toulouse-le Mirail

5 Allée Antonio Machado

31058 Toulouse Cedex 1

Tél : 05 61 50 43 14

Fax : 05 61 50 42 12

Mél : koulayan@univ-tlse2.fr

Figures de l'anonymat : médias et société

3-4 Juin 1999, Saint-Cloud

Renseignements :

Isabelle Azam

Secrétariat SICE

Ecole normale supérieure

Avenue de la grille d'honneur

Le parc

92211 Saint-Cloud

Conférence mondiale sur la science pour le XXI^e siècle : un nouvel engagement26 Juin-1^{er} Juillet 1999,

Budapest (Hongrie)

Renseignements :

UNESCO

7 place Fontenoy

75352 Paris

Fax : 01 45 68 58 23

Mél : confsci@unesco.org

Salon

Museum' 992^e Salon européen des musées

et des lieux culturels

14-18 Avril 1999, Genève

(Suisse)

Renseignements :

Museum'99

12 rue du Clos

1800 Vevey (Suisse)

Tél : 41 21 923 68 68

Fax : 41 21 923 68 78

Formation

Session annuelle d'actualisation des connaissances en Ethnologie de la France

17-19 Mars 1999, Paris

La Société d'ethnologie française organise, comme chaque année, une session de mise à jour des connaissances dans le champ de l'ethnographie et de l'anthropologie sociale et culturelle du domaine français. Cette session s'adresse à des conservateurs, des enseignants, des chercheurs, des étudiants, et à toutes les personnes disposant déjà d'un fonds de connaissances ethnologiques spécialisées relative à un champ européen ou extra-européen.

Informations :

Guy Barbichon

Musée national des arts et

traditions populaires

6 avenue du Mahatma Gandhi

75116 Paris

Tél : 01 44 17 60 00 poste 70 01

Fax : 01 44 17 60 60

Mél : sef@atp.culture.fr

A lire

Généralités

La science classique XVI^e -XVII^e siècle**Dictionnaire critique**

Sous la direction de *Michel Blay* et *Robert Halleux*

Paris, Flammarion, 1998, 900p.,

395F.

La culture, un besoin d'EtatPar *Claude Patriat*

Paris, Hachette, 1998, 227p., 108F.

Archéologie

Auxerre

16^e Document d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France

Sous la direction de *Christian Sapin*

Paris, Ministère de la culture et de la communication, Direction du patrimoine et de l'architecture, 192p., 255F.

Diffusion : Centre national d'archéologie urbaine

Château de Tours

22 avenue André-Malraux

37000 Tours

Tél : 02 47 66 72 37

Fax : 02 47 20 28 66

Archives

Bulles et brefs des papes et cardinaux de la Renaissance et de l'époque moderne conservés aux Archives nationalesPar *Ivan Cloulas*

Paris, Centre historique des Archives nationales, 1998, 181p., 200F.

Diffusion : La Documentation française

A lire

L'homme et les volcans

de la Préhistoire à l'Antiquité et à nos jours

Par Jacques-Marie Bardintzeff
Cédérom de 109 photos MAC et PC, commentées avec fascicule de 32 pages, 120F.

De tous temps les volcans ont exercé une grande influence sur l'humanité. Les hommes préhistoriques redoutaient leurs colères et en avaient fait l'habitat de dieux irascibles. Plus tard, les Grecs et les Romains assimilèrent les volcans à la forge des dieux des enfers. Ils furent l'objet d'interdits et de sacrifices en Amérique centrale ou aux Nouvelles Hébrides. Aujourd'hui le Fuji-Yama au Japon et le Bromo en Indonésie sont le lieu de processions, d'offrandes et de sacrifices. Si la science moderne a démystifiée le volcan, elle se révèle toujours incapable de prévoir les éruptions.

A travers une centaine de photos commentées, ce cédérom retrace l'histoire des volcans et rappelle qu'ils représentent un des risques majeurs de notre planète.

Pierres des monuments,

Volume II : Techniques d'extraction, taille et sculpture
par Jean-Claude Bessac, Marc Vire et Hughes de Bazelaire .
Cédérom de 77 photos Mac et PC avec un fascicule de 32 pages, 120F.

Dès l'époque préhistorique, les hommes ont extrait des mégalithes pour édifier leurs dolmens et leurs menhirs. Les exploitations systématiques de carrières de pierre de taille ne commencent vraiment qu'avec les grandes civilisations : Egypte pharaonique, Empire hittite, monde phénicien etc... C'est avec l'apparition du fer, et surtout sa vulgarisation, que démarre l'extraction traditionnelle qui sera pratiquée jusqu'à la mécanisation actuelle. Trois grands chapitres divisent cette publication : l'exploitation à ciel ouvert de la pierre de taille, l'exploitation souterraine, la taille de la pierre.

Réalisé par des spécialistes, avec le soutien de la Mission de la recherche et de la technologie, ce document apporte de précieux renseignements sur la vie des chantiers d'autrefois et sur l'utilisation actuelle de la pierre. Le volume I de la même série portait sur "Nature et origine".

Direction :
Jean-Claude Miskovsky

Ces cédéroms sont disponibles auprès de :
Géopré
Maison de la Géologie
77 rue Claude Bernard
75005 Paris



Le Fuego (3 765 m), Guatemala in
Les volcans et les hommes
Photo : J-M Bardintzeff

Archives du dépôt des fortifications des Colonies. Indes

Inventaire par Alexis Rinckenbach
Aix-en-Provence, Centre des archives d'outre-mer, 1998, 188p., 240F.
Diffusion : La Documentation française

Le bonheur d'entreprendre

Les administrateurs de la France d'outre-mer et la création du ministère des Affaires culturelles
Par Marie-Ange Rauch
Paris, Comité d'histoire du Ministère de la culture, 1998, 196p., 100F.
Diffusion : La Documentation française

Patrimoine

Les ivoires peints

Coré N° 5, Novembre 1998, 80F.
Diffusion :
EPONA
7 rue Jean-du-Bellay
75004 Paris

Danse

Histoires de bal. Vivre, représenter, recréer le bal

Paris, Cité de la musique, Centre de ressources musiques et danse,
Ministère de la culture et de la communication, 1998, 227p., 108F.

Histoire

Société et culture en France depuis 1945

Par Philippe Poirrier
Paris, Seuil, 1998, 95p., 39F.

Nouvelles technologies

Les nouvelles frontières du son numérique

Dossiers de l'audiovisuel N° 81, Septembre - Octobre 1998, 67F.



Sur Internet

- la Mission de la recherche et de la technologie : <http://www.culture.fr/culture/mrt.htm>
- le Réseau de la recherche (rapports des conseils, personnels, moyens, actualité, avis de vacances et de concours, programmes de numérisations, rapports de recherches, etc) : <http://www.culture.fr/culture/mrt/mrt.htm>